

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## COMMUNAUTE FRANCAISE ET REGION WALLONNE

F. 92 — 2890

[C — 27505]

31 JUILLET 1992. — Arrêté de l'Etablissement fixant son règlement d'ordre intérieur et organisant les délégations en son sein

*Accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et de la Région wallonne, conclu à Namur le 17 novembre 1990, et approuvé par le décret du Conseil régional wallon du 21 février 1991 et le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991*

L'Etablissement,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 92 bis;

Vu l'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne, conclu à Namur le 17 novembre 1990, approuvé par :

- le décret du Conseil régional wallon du 21 février 1991 portant approbation de l'accord de coopération;
- le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 portant approbation de l'accord de coopération;

Vu l'accord de coopération du 2 avril 1992 modifiant l'accord de coopération relatif à l'exercice conjoint de compétences par la Communauté française et la Région wallonne, conclu à Namur le 17 novembre 1990, approuvé par :

- le décret du Conseil régional wallon du 2 juillet 1992 portant approbation de l'accord de coopération;
- le décret du Conseil de la Communauté française du 26 juin 1992 portant approbation de l'accord de coopération;

Vu la délibération du 31 juillet 1992,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Du Président, du Secrétaire et du siège de l'Etablissement*

**Article 1er.** L'Etablissement est présidé par le Président de l'Exécutif de la Communauté française et le Président de l'Exécutif régional wallon, ou les membres de l'Etablissement, que chacun de ceux-ci désigne pour le remplacer.

**Art. 2.** Le Secrétariat de l'Etablissement est assuré conjointement par une personne désignée par chacun des Exécutifs concernés.

**Art. 3.** Le siège de l'Etablissement est situé avenue des Arts, 13-14 à 1000 Bruxelles.

CHAPITRE II. — *Du fonctionnement de l'Etablissement*

**Art. 4.** L'Etablissement se réunit une fois par trimestre au moins. L'ordre du jour de la réunion est arrêté, conformément aux articles 8, 9, 10 et 11 du présent arrêté, par les Présidents. Sauf urgence, les convocations sont adressées aux membres, par le Secrétariat de l'Etablissement, cinq jours au moins avant la date de la réunion.

En matière de tutelle sur les CPAS, ce dernier délai peut être abrégé.

**Art. 5. § 1er.** En matière d'avis, l'Etablissement délibère valablement des points à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres, dont au moins un membre de l'Exécutif de la Communauté française et un membre de l'Exécutif régional wallon, sont présents.

En matière de décisions individuelles, l'Etablissement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si au moins un membre de l'Exécutif de la Communauté française et un membre de l'Exécutif régional wallon sont présents.

§ 2. Les points non inscrits à l'ordre du jour ne sont pas pris en considération sauf urgence dûment justifiée et admise par l'Etablissement.

§ 3. Un point inscrit à l'ordre du jour peut être reporté, avant la séance, à la demande du membre qui l'a fait inscrire et dont l'absence est justifiée.

**Art. 6.** Lorsque l'Etablissement est saisi d'une demande d'avis en vertu de l'article 6 de l'accord de coopération, il donne cet avis dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'avis émanant de l'Exécutif de la Communauté française.

Passé ce délai, cet avis est réputé avoir été rendu.

**Art. 7.** Un membre de l'Etablissement peut évoquer toute matière relevant de la compétence de l'Etablissement.

CHAPITRE III. — *De la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Etablissement*

**Art. 8.** Le membre de l'Etablissement chargé du Tourisme au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé de l'Aménagement du Territoire au sein de l'Exécutif régional wallon sont conjointement compétents pour le tourisme tel que défini à l'article 4, 10<sup>o</sup>, de la loi spéciale à l'exception de la promotion des loisirs ainsi que de l'Office de Promotion du Tourisme.

Chacun d'entre eux peut valablement demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour dans une matière relevant de sa compétence.

**Art. 9.** Le membre de l'Etablissement chargé de la Tutelle sur les C.P.A.S. au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé des Affaires intérieures au sein de l'Exécutif régional wallon sont conjointement compétents pour la tutelle sur les centres publics d'aide sociale telle que définie à l'article 5, § 1er, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale et telle qu'exercée par la Communauté française dans le cadre de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Chacun d'entre eux peut valablement demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour dans une matière relevant de sa compétence.

**Art. 10.** Le membre de l'Etablissement chargé du transport scolaire au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé du transport au sein de l'Exécutif régional wallon sont conjointement compétents pour le transport scolaire tel que défini à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et organisé par la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national du transport scolaire et les services internes de l'Enseignement tels qu'organisés à ce jour au bénéfice de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Chacun d'entre eux peut valablement demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour dans une matière relevant de sa compétence.

**Art. 11.** Le membre de l'Etablissement chargé de la Formation professionnelle au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé de l'Emploi au sein de l'Exécutif régional wallon sont conjointement compétents pour la formation professionnelle telle que définie à l'article 4, 15<sup>o</sup> et 16<sup>o</sup> de la loi spéciale.

Chacun d'entre eux peut valablement demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour dans une matière relevant de sa compétence.

#### CHAPITRE IV — Des délégations

##### Section 1re. — De l'instruction des dossiers

**Art. 12.** Le membre de l'Etablissement chargé de la tutelle sur les C.P.A.S. au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé des Affaires intérieures au sein de l'Exécutif régional wallon instruisent les projets d'avis à remettre par l'Etablissement sur les projets de décret et d'arrêté relatifs à la tutelle sur les C.P.A.S., ainsi que les dossiers relatifs aux décisions individuelles.

**Art. 13.** Le membre de l'Etablissement chargé du tourisme au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé de l'Aménagement du Territoire au sein de l'Exécutif régional wallon instruisent les projets d'avis à remettre par l'Etablissement sur les projets de décret et d'arrêté relatifs au tourisme, ainsi que les dossiers relatifs aux décisions individuelles.

**Art. 14.** Le membre de l'Etablissement chargé du transport scolaire au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé du transport au sein de l'Exécutif régional wallon instruisent les projets d'avis à remettre par l'Etablissement sur les projets de décret et d'arrêté relatifs au transport scolaire, ainsi que les dossiers relatifs aux décisions individuelles.

**Art. 15.** Le membre de l'Etablissement chargé de la Formation professionnelle au sein de l'Exécutif de la Communauté française et le membre de l'Etablissement chargé de l'Emploi au sein de l'Exécutif régional wallon instruisent les projets d'avis à remettre par l'Etablissement sur les projets de décret et d'arrêté relatifs à la formation professionnelle hors FOREm. et hors Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes et des Petites et Moyennes entreprises, ainsi que les dossiers relatifs aux décisions individuelles.

##### Section 2. — De la signature et des mesures d'exécution

**Art. 16.** Les actes de l'Etablissement sont signés par les Présidents.

Toutefois :

- les décisions individuelles prises en matière de tutelle sur les C.P.A.S. et de tourisme et les avis à rendre en application de l'article 6 de l'accord de coopération sont signés et exécutés par le membre de l'Etablissement compétent en la matière au sein de l'Exécutif de la Communauté française;
- les actes relatifs au transport scolaire sont signés et exécutés par le membre de l'Etablissement compétent en la matière au sein de l'Exécutif régional wallon, à l'exception de ceux ayant trait à la paix scolaire qui sont signés et exécutés par les membres de l'Etablissement compétents en la matière au sein de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif de la Communauté française;
- les actes relatifs à la formation professionnelle sont signés et exécutés par le membre de l'Etablissement compétent en la matière au sein de l'Exécutif de la Communauté française.

#### CHAPITRE V. — Du budget et du contrôle budgétaire

**Art. 17.** Chaque année, l'Etablissement établit son projet de budget et le communique, le quinze septembre au plus tard, ou conformément aux directives des Exécutifs, à l'Exécutif régional wallon et à l'Exécutif de la Communauté française pour être annexé aux avant-projets de décret contenant le budget de la Communauté française et de la Région wallonne.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

**Art. 18.** L'Etablissement décide des modalités de contrôle des organismes qu'il subventionne. Il est saisi de leurs rapports d'activité et bilans financiers.

L'alinéa premier du présent article n'est pas d'application pour l'I.F.P.C.M.P.M.E. et le FOREm.

**Art. 19.** L'Etablissement communique annuellement à l'Exécutif régional wallon et à l'Exécutif de la Communauté française, avant le 15 mars, un rapport relatif à l'application de l'accord de coopération durant l'année précédente.

**Art. 20.** L'arrêté de l'Etablissement du 4 juin 1991 fixant son règlement d'ordre intérieur et organisant les délégations en son sein est abrogé.

**Art. 21.** Le présent arrêté produit ses effets au jour de sa signature.

**Art. 22.** Les membres de l'Etablissement sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 juillet 1992.

Les membres de l'Etablissement :

Le Président,  
Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
B. ANSELME

Le Président,  
Le Président de l'Exécutif, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre chargé du Transport scolaire au sein de l'Exécutif de la Communauté française,  
M. LEBRUN

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés  
G. MATHOT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

#### FRANZÖSISCHE GEMEINSCHAFT UND WALLONISCHE REGION

D. 92 — 2890

[C — 27505]

**31. JULI 1992. — Erlaß der Einrichtung zur Festsetzung ihrer Geschäftsordnung und zur Regelung der Vollmacht in ihrer Mitte**

*Zusammenarbeitsabkommen über die gemeinsame Ausübung von Zuständigkeiten durch die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, in Namur am 17. November 1990 geschlossen und durch das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 21. Februar 1991 und das Dekret des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 genehmigt*

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 92bis;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens über die gemeinsame Ausübung von Zuständigkeiten durch die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, in Namur am 17. November 1990 geschlossen und genehmigt durch :

- das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 21. Februar 1991 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens;
- das Dekret des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 2. April 1992 zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens über die gemeinsame Ausübung von Zuständigkeiten durch die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region, in Namur am 17. November 1990 geschlossen und genehmigt durch :

- das Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 2. Juli 1992 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens;
- das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 26. Juni 1992 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens,

Beschließt die Einrichtung :

#### KAPITEL I. — Vorsitzender, Sekretär und Sitz der Einrichtung

**Artikel 1.** Der Vorsitz der Einrichtung wird von dem Vorsitzenden der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und dem Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive geführt oder gegebenenfalls von den Mitgliedern der Einrichtung, die von jedem Vorsitzenden bestellt werden, um ihn zu vertreten.

**Art. 2.** Das Sekretariat der Einrichtung wird gemeinsam durch eine von jeder betroffenen Exekutive bestellte Person ausgeübt.

**Art. 3.** Der Sitz der Einrichtung liegt Avenue des Arts 13-14 in Brüssel.

#### KAPITEL II. — Arbeitsweise der Einrichtung

**Art. 4.** Die Einrichtung tagt mindestens einmal vierteljährlich. Die Tagesordnung wird gemäß Artikeln 8 9 10 und 11 des vorliegenden Erlasses von den Vorsitzenden festgelegt. Außer in Dringlichkeitsfällen werden die Einberufungen durch das Sekretariat der Einrichtung mindestens fünf Tagen vor dem Tag der Versammlung an die Mitglieder gerichtet.

Was die Aufsicht über die öffentlichen Sozialhilfezentren betrifft, kann diese Frist abgekürzt werden.

**Art. 5. § 1.** Was das Gutachten betrifft, ist die Einrichtung beschlußfähig für die Punkte, die auf die Tagesordnung gebracht worden sind, wenn mehr als die Hälfte ihrer Mitglieder, unter denen mindestens ein Mitglied der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und ein Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive anwesend sind.

Was die Einzelfallentscheidungen betrifft, ist die Einrichtung beschlußfähig für die Punkte, die auf die Tagesordnung gebracht worden sind, wenn mindestens ein Mitglied der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und ein Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive anwesend sind.

§ 2. Die Punkte, die nicht auf die Tagesordnung gebracht worden sind, werden nicht berücksichtigt, außer in einem ordnungsgemäß begründeten und von der Exekutive anerkannten Dringlichkeitsfall.

**Art. 6.** Wenn der Einrichtung gemäß Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens ein Antrag auf Gutachten vorgelegt wird, gibt sie dieses Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vorgelegten Antrags auf Gutachten ab.

Nach diesem Frist gilt das Gutachten als abgegeben.

**Art. 7.** Ein Mitglied der Einrichtung kann jede Angelegenheit, die der Zuständigkeit der Einrichtung unterliegt, aufwerfen.

### KAPITEL III. — Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Einrichtung

**Art. 8.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit dem Tourismus in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit der Raumordnung in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, sind gemeinsam zuständig für den Tourismus im Sinne von Artikel 4 Nr. 10° des Sondergesetzes, mit Ausnahme der Freizeitsförderung und des Werbe- und Verkehrsamtes.

Jeder von ihnen kann gültigerweise das Bringen eines seiner Zuständigkeit unterliegenden Punktes auf die Tagesordnung beantragen.

**Art. 9.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit der Aufsicht über die öffentlichen Sozialhilfezentren in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit den Inneren Angelegenheiten in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, sind gemeinsam zuständig für die Aufsicht über die öffentlichen Sozialhilfezentren, so wie sie in Artikel 5 § 1 II Nr. 2 des Sondergesetzes bestimmt ist und so wie sie im Rahmen des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren von der Französischen Gemeinschaft ausgeübt wird.

Jeder von ihnen kann gültigerweise das Bringen eines seiner Zuständigkeit unterliegenden Punktes auf die Tagesordnung beantragen.

**Art. 10.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit dem Schülertransport in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit dem Transport in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, sind gemeinsam zuständig für den Schülertransport, so wie er in Artikel 4 des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung bestimmt ist und durch das Gesetz vom 15. Juli 1983 zur Einrichtung eines Nationalen Schülertransportdienstes geregelt wird, und für die internen Dienste des Unterrichtswesens, so wie sie bis zum heutigen Tag zugunsten des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichts organisiert worden sind.

Jeder von ihnen kann gültigerweise das Bringen eines seiner Zuständigkeit unterliegenden Punktes auf die Tagesordnung beantragen.

**Art. 11.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit der Berufsausbildung in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit der Beschäftigung in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, sind gemeinsam zuständig für die Berufsausbildung, so wie sie in Artikel 4 Nrn. 15° und 16° des Sondergesetzes bestimmt ist.

Jeder von ihnen kann gültigerweise das Bringen eines seiner Zuständigkeit unterliegenden Punktes auf die Tagesordnung beantragen.

### KAPITEL IV. — Vollmacht

#### Sektion 1. — Bearbeitung der Akten

**Art. 12.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit der Aufsicht über die öffentlichen Sozialhilfezentren in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit den Inneren Angelegenheiten in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, bearbeiten die von der Einrichtung abzugebenden Gutachtenentwürfe über die Dekret- und Erlaßentwürfe bezüglich der Aufsicht über die öffentlichen Sozialhilfezentren sowie die Akten bezüglich der Einzelfallentscheidungen.

**Art. 13.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit dem Tourismus in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit der Raumordnung in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, bearbeiten die von der Einrichtung abzugebenden Gutachtenentwürfe über die Dekret- und Erlaßentwürfe bezüglich des Tourismus sowie die Akten bezüglich der Einzelfallentscheidungen.

**Art. 14.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit dem Schülertransport in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit dem Transport in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, bearbeiten die von der Einrichtung abzugebenden Gutachtenentwürfe über die Dekret- und Erlaßentwürfe bezüglich des Schülertransports sowie die Akten bezüglich der Einzelfallentscheidungen.

**Art. 15.** Das Mitglied der Einrichtung, das mit der Berufsausbildung in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft beauftragt ist, und das Mitglied der Einrichtung, das mit der Beschäftigung in der Wallonischen Regionalexekutive beauftragt ist, bearbeiten die von der Einrichtung abzugebenden Gutachtenentwürfe über die Dekret- und Erlaßentwürfe bezüglich der Berufsausbildung außerhalb des « FOREM » und des « Institut francophone de Formation permanente des Classes Moyennes et des Petites et Moyennes Entreprises » (Französischsprachiges Institut für die ständige Ausbildung des Mittelstandes und der kleinen und mittleren Betriebe) sowie die Akten bezüglich der Einzelfallentscheidungen.

#### Sektion 2. — Unterzeichnung und Durchführungsmaßnahmen

**Art. 16.** Die Urkunden der Einrichtung werden von den Vorsitzenden unterzeichnet.

Jedoch :

— werden die Einzelfallentscheidungen betreffend die Aufsicht über die öffentlichen Sozialhilfezentren und den Tourismus sowie die in Anwendung von Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens abzugebenden Gutachten von dem in der Französischen Gemeinschaft für diesen Bereich zuständigen Mitglied der Einrichtung unterzeichnet und durchgeführt;

— werden die Urkunden betreffend den Schülertransport von dem in der Wallonischen Regionalexekutive für diesen Bereich zuständigen Mitglied der Einrichtung unterzeichnet und durchgeführt, mit Ausnahme derjenigen, die den Schulfrieden betreffen und die von den in der Wallonischen Regionalexekutive und in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft für diesen Bereich zuständigen Mitgliedern der Einrichtung unterzeichnet und durchgeführt werden;

— werden die Urkunden betreffend die Berufsausbildung von dem in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft für diesen Bereich zuständigen Mitglied der Einrichtung unterzeichnet und durchgeführt.

#### KAPITEL V. — *Haushalt und Haushaltskontrolle*

**Art. 17.** Jedes Jahr stellt die Einrichtung ihren Haushaltentwurf auf und richtet ihn an die Wallonische Regionalexekutive und an die Exekutive der Französischen Gemeinschaft spätestens am 15. September oder gemäß den Richtlinien der Exekutiven, damit er den Vorentwürfen vom Dekret zur Festlegung des Haushaltsplans der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region als Anlage beigefügt wird.

#### KAPITEL VI. — *Verschiedene Bestimmungen*

**Art. 18.** Die Einrichtung entscheidet über die Modalitäten für die Kontrolle der Organe, die sie bezuschusst. Die Tätigkeitsberichte und die finanziellen Bilanzen dieser Organe werden ihr vorgelegt.

Der Absatz 1 des vorliegenden Artikels findet keine Anwendung auf das « I.F.P.C.M.P.M.E. » und das « FOREm. ».

**Art. 19.** Die Einrichtung richtet jährlich vor dem 15. März an die Wallonische Regionalexekutive und an die Exekutive der Französischen Gemeinschaft einen Bericht über die Anwendung des Zusammenarbeitsabkommens während des vorausgehenden Jahres.

**Art. 20.** Der Erlaß der Einrichtung vom 4. Juni 1991 zur Festsetzung ihrer Geschäftsordnung und zur Regelung der Vollmacht in ihrer Mitte wird aufgehoben.

**Art. 21.** Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 22.** Die Mitglieder der Einrichtung werden, jedes in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 31. Juli 1992.

Die Mitglieder der Einrichtung :

Der Vorsitzende,  
Minister-Vorsitzender der Exekutive der Französischen Gemeinschaft,  
B. ANSELME

Der Vorsitzende,  
Vorsitzender der Exekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,  
G. SPITAEELS

Der Minister, beauftragt mit dem Schülertransport in der Exekutive der Französischen Gemeinschaft,  
M. LEBRUN

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,  
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschuften Arbeiten,  
G. MATHOT

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,  
R. COLLIGNON

—  
VERTALING  
—

#### FRANSE GEMEENSCHAP EN WAALSE GEWEST

N. 92 — 2890

[C — 27505]

31 JULI 1992. — **Besluit van de Instelling tot vaststelling van haar huishoudelijk reglement en tot regeling van de delegaties in haar midden**

—  
*Samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gesloten te Namen op 17 november 1990 en goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 21 februari 1991 en het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991*

De Instelling,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 92 bis;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gesloten te Namen op 17 november 1990, goedgekeurd bij :

— het decreet van de Waalse Gewestraad van 21 februari 1991 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord;

— het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 2 april 1992 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord betreffende het gezamenlijk uitoefenen van bevoegdheden door de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gesloten te Namen op 17 november 1990, goedgekeurd bij :

— het decreet van de Waalse Gewestraad van 2 juli 1992 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord;

— het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1992 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord;

Gelet op de beraadslaging van 31 juli 1992,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Voorzitter, Secretaris en zetel van de Instelling*

**Artikel 1.** De Instelling wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en de Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, of door de leden van de Instelling die door iedere Voorzitter worden aangewezen om hem te vervangen.

**Art. 2.** Het Secretariaat van de Instelling wordt gezamenlijk waargenomen door een door iedere betrokken Executieve aangewezen persoon.

**Art. 3.** De zetel van de Instelling is gevestigd Kunstlaan 13-14, te 1000 Brussel.

#### HOOFDSTUK II. — *Werking van de Instelling*

**Art. 4.** De Instelling vergadert tenminste eenmaal per kwartaal. De agenda van de vergadering wordt overeenkomstig artikelen 8, 9, 10 en 11 van dit besluit door de Voorzitters besloten. Behalve hoogdringendheid worden de oproepingen tenminste vijf dagen vóór de datum van de vergadering door het secretariaat van de Instelling naar de leden gestuurd.

Inzake toezicht op de O.C.M.W.'s kan deze laatste termijn worden verkort.

**Art. 5. § 1.** Inzake advies beslist de Instelling op geldige wijze over de op de agenda ingeschreven punten indien meer dan de helft van haar leden, waaronder minstens één lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap en één lid van de Waalse Gewestexecutieve, aanwezig is.

Inzake afzonderlijke beslissingen beslist de Instelling op geldige wijze over de op de agenda ingeschreven punten indien minstens één lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap en één lid van de Waalse Gewestexecutieve aanwezig zijn.

§ 2. De punten die niet op de agenda staan, komen niet in aanmerking, behalve hoogdringendheid die behoorlijk door de Instelling wordt gerechtvaardigd en aangenomen.

§ 3. Een op de agenda ingeschreven punt kan, op verzoek van het lid dat het heeft laten inschrijven en wiens afwezigheid verantwoord is, vóór de zitting worden uitgesteld.

**Art. 6.** Wanneer de Instelling krachtens artikel 8 van het samenwerkingsakkoord een aanvraag tot advies krijgt, geeft ze dit advies binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag uitgaande van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Na het vervallen van deze termijn wordt dit advies geacht gegeven te zijn.

**Art. 7.** Een lid van de Instelling kan iedere aangelegenheid aan de orde stellen die tot de bevoegdheid van de Instelling behoort.

#### HOOFDSTUK III. — *Verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers die lid zijn van de Instelling*

**Art. 8.** Het lid van de Instelling, belast met Toerisme binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Ruimtelijke Ordening binnen de Waalse Gewestexecutieve, zijn gezamenlijk bevoegd voor het toerisme, zoals bepaald in artikel 4, 10°, van de bijzondere wet, met uitzondering van de bevordering van de vrijetijdsbesteding en van de « Office de Promotion du Tourisme » (Dienst voor Bevordering van het Toerisme van de Franse Gemeenschap).

Ieder van beiden kan op geldige wijze vragen dat een punt op de agenda wordt ingeschreven wanneer het gaat om een aangelegenheid die tot zijn bevoegdheid behoort.

**Art. 9.** Het lid van de Instelling, belast met Toezicht op de O.C.M.W.'s binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Binnenlandse Aangelegenheden binnen de Waalse Gewestexecutieve, zijn gezamenlijk bevoegd voor het toezicht op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals bepaald in artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet, en zoals het door de Franse Gemeenschap wordt uitgeoefend in het kader van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ieder van beiden kan op geldige wijze vragen dat een punt op de agenda wordt ingeschreven wanneer het gaat om een aangelegenheid die tot zijn bevoegdheid behoort.

**Art. 10.** Het lid van de Instelling, belast met Leerlingenvervoer binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Vervoer binnen de Waalse Gewestexecutieve, zijn gezamenlijk bevoegd voor het leerlingenvervoer zoals het bepaald is in artikel 4 van de wet 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en zoals het georganiseerd is bij de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer, en de interne onderwijsdiensten, zoals die thans georganiseerd zijn ten behoeve van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs.

Ieder van beiden kan op geldige wijze vragen dat een punt op de agenda wordt ingeschreven wanneer het gaat om een aangelegenheid die tot zijn bevoegdheid behoort.

**Art. 11.** Het lid van de Instelling, belast met Beroepsopleiding binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Tewerkstelling binnen de Waalse Gewestexecutieve, zijn gezamenlijk bevoegd voor de beroepsopleiding zoals bepaald in artikel 4, 15° en 18°, van de bijzondere wet.

Ieder van beiden kan op geldige wijze vragen dat een punt op de agenda wordt ingeschreven wanneer het gaat om een aangelegenheid die tot zijn bevoegdheid behoort.

HOOFDSTUK IV — *Delegaties**Afdeling 1. — Behandeling van de dossiers*

**Art. 12.** Het lid van de Instelling, belast met Toezicht op de O.C.M.W.'s binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Binnenlandse Aangelegenheden binnen de Waalse Gewestexecutieve, behandelen de ontwerpen van advies die de Instelling dient uit te brengen over de ontwerpen van decreet en van besluit betreffende het toezicht op de O.C.M.W.'s en de dossiers met betrekking tot afzonderlijke beslissingen.

**Art. 13.** Het lid van de Instelling, belast met Toerisme binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Ruimtelijke Ordening binnen de Waalse Gewestexecutieve, behandelen de ontwerpen van advies die de Instelling dient uit te brengen over de ontwerpen van decreet en van besluit betreffende het toerisme en de dossiers met betrekking tot afzonderlijke beslissingen.

**Art. 14.** Het lid van de Instelling, belast met Leerlingenvervoer binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Vervoer binnen de Waalse Gewestexecutieve, behandelen de ontwerpen van advies die de Instelling dient uit te brengen over de ontwerpen van decreet en van besluit betreffende het leerlingenvervoer en de dossiers met betrekking tot afzonderlijke beslissingen.

**Art. 15.** Het lid van de Instelling, belast met Beroepsopleiding binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap, en het lid van de Instelling, belast met Tewerkstelling binnen de Waalse Gewestexecutieve, behandelen de ontwerpen van advies die de Instelling dient uit te brengen over de ontwerpen van decreet en van besluit betreffende de beroepsopleiding buiten het « FOREm » en buiten het « Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes et des Petites et Moyennes Entreprises » en de dossiers met betrekking tot afzonderlijke beslissingen.

*Afdeling 2. — Ondertekening en uitvoeringsmaatregelen*

**Art. 16.** De akten van de Instelling worden door de Voorzitters ondertekend.

Nochtans :

— worden de afzonderlijke beslissingen, die inzake toezicht op de O.C.M.W.'s en toerisme worden genomen, en de krachtens artikel 6 van het samenwerkingsakkoord uit te brengen adviezen, ondertekend en uitgevoerd door het lid van de Instelling dat binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap daarvoor bevoegd is;

— worden de akten met betrekking tot het leerlingenvervoer ondertekend en uitgevoerd door het lid van de Instelling dat binnen de Waalse Gewestexecutieve daarvoor bevoegd is, met uitzondering van de akten met betrekking tot de schoolvrede, die ondertekend en uitgevoerd worden door de leden van de Instelling die binnen de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve van de Franse Gemeenschap daarvoor bevoegd zijn;

— worden de akten met betrekking tot de beroepsopleiding ondertekend en uitgevoerd door het lid van de Instelling dat binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap daarvoor bevoegd is.

HOOFDSTUK V. — *Begroting en begrotingscontrole*

**Art. 17.** De Instelling maakt ieder jaar haar begrotingsontwerp op en deelt het uiterlijk 15 september of overeenkomstig de richtlijnen van de Executieven mede aan de Waalse Gewestexecutieve of aan de Executieve van de Franse Gemeenschap om het bij de voorontwerpen van decreet te voegen die de begroting van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest bevatten.

HOOFDSTUK VI. — *Verskillende bepalingen*

**Art. 18.** De Instelling bepaalt de modaliteiten voor het toezicht op de door haar gesubsidieerde organen. Hun activiteitenverslagen en financiële balanssen worden bij de Instelling ingediend.

Het eerste lid van dit artikel is niet van toepassing op het « I.F.P.C.M.P.M.E. » en het « FOREm ».

**Art. 19.** De Instelling deelt ieder jaar uiterlijk 15 maart een verslag mede aan de Waalse Gewestexecutieve en aan de Executieve van de Franse Gemeenschap, over de toepassing van het samenwerkingsakkoord tijdens het afgelopen jaar.

**Art. 20.** Het besluit van de Instelling van 4 juni 1991 tot vaststelling van haar huishoudelijk reglement en tot regeling van de delegaties in haar midden wordt opgeheven.

**Art. 21.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang op de dag van zijn ondertekening.

**Art. 22.** De leden van de Instelling zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 31 juli 1992.

De leden van de Instelling :

De Voorzitter,

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

B. ANSELME

De Voorzitter,

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister belast met Leerlingenvervoer binnen de Executieve van de Franse Gemeenschap,

M. LEBRUN

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON